



## *La communication économique et financière*

de l'Association Éthique et Investissement

---

### ***L'EMPREINTE CARBONE COLOSSALE DES BANQUES FRANÇAISES***

Ce n'est pas intuitif, mais les banques polluent. Comment ? Par leurs soutiens financiers à des entreprises en France ou à l'international, les banques sont responsables d'émissions de gaz à effet de serre.

Les émissions des banques correspondent aux principales activités économiques qu'elles mènent, en prêtant ou investissant dans une entreprise. Les banques peuvent financer des entreprises, c'est-à-dire injecter de l'argent frais à l'aide d'outils tels que les financements de projets ou les prêts aux entreprises. En plus de ces financements directs, les banques soutiennent également les activités économiques par un autre canal : les investissements sur les marchés financiers. Ces financements et investissements sont autant de manières par lesquelles une banque contribue à générer des émissions de gaz à effet de serre. De fait, un prêt ou un investissement n'émet pas de CO<sub>2</sub>, mais il est inconcevable de juger que cet argent est sans conséquence sur le climat. Tout flux financier a également un impact climatique.

Ainsi il est reconnu par les standards internationaux de comptabilité carbone que les banques doivent se voir attribuer une partie des émissions de CO<sub>2</sub> des entreprises qu'elles soutiennent. La comptabilité des émissions de gaz à effet de serre est aussi aujourd'hui un exercice normé dans la réglementation carbone française.

Oxfam France a évalué l'impact climatique des banques françaises, et les résultats sont édifiants : les émissions de gaz à effet de serre issues des activités de financement et d'investissement des six principales banques françaises – BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, BPCE, Crédit Mutuel et la Banque Postale – atteignent 3,3 milliards de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an, cela représente près de 8 fois les émissions du territoire français.

La réalité est que les acteurs financiers continuent de soutenir une économie carbonée qui compromet l'objectif de contenir le réchauffement global en-dessous d'1,5°C d'ici à la fin du siècle. A ce rythme, si les 6 banques françaises continuaient de financer l'économie comme elles le font à ce jour, cela conduirait à un réchauffement de plus de 4°C d'ici à 2100.

Si les engagements des banques françaises sont notables, notamment sur le charbon, ils sont insuffisants pour permettre d'enclencher la transition écologique de l'ensemble de leurs portefeuilles. L'heure n'est plus à l'incitation mais à l'exclusion : les acteurs financiers doivent demander des comptes aux entreprises qu'elles financent.

Oxfam recommande au régulateur de créer un label « en transition » permettant de définir le degré d'alignement d'un portefeuille avec l'Accord de Paris. Pour être crédible, ce label ne pourra définir une banque « en transition » uniquement si elle exclut de son portefeuille toute entreprise d'une « liste noire », qui inclut les entreprises qui développent des projets incompatibles avec l'objectif 1,5°C, tels que dans le secteur des énergies fossiles ou de la déforestation. De plus, l'impératif climatique exige d'avoir un horizon de long terme. Les acteurs financiers doivent s'engager à couper le robinet de financement des entreprises qui n'auraient pas de plans de transition climatique juste, incluant notamment une politique de sortie des énergies fossiles d'ici 2050 au plus tard.

Le temps est venu de mettre la finance au service du climat.

*Alexandre Poidatz*

*Chargé de plaidoyer « finance et transition énergétique » pour Oxfam*

## Comité Ethique du fonds Nouvelles Stratégies 50 du 9 octobre 2020

### Secteur : Banques « retails » et spécialisées

Au delà de leurs activités traditionnelles de dépôts, de moyens de paiement, de placements et de crédit, les banques se sont élargies aux fusions-acquisitions, au financement-investissement, aux assurances et à une grande innovation dans les produits financiers. Ainsi nous avons à côté des banques commerciales classiques, des banques de financement et d'investissement, des banques privées et des banques de marchés. Elles emploient près de deux cent mille personnes en France, en légère décroissance avec une perte d'attractivité, malgré un nombre élevé d'emplois en alternance et un bon niveau de féminisation. Elles doivent faire face à de nombreux enjeux : faiblesse des taux d'intérêt, pression réglementaire sur la solvabilité, cyber-sécurité, montée en puissance des GAFAM, prise en compte de l'urgence climatique. Ainsi, elles sont très attendues sur leur capacité à limiter l'impact carbone de leurs financements-investissements et sur leurs innovations techniques au travers des Fintech. Elles peuvent aussi avoir un rôle important sur l'inclusion financière des personnes non bancarisées.

Entreprises	E&I
Erste Group Bank	Intégrer
Banco BPM	Intégrer
Mediobanca	Intégrer
Bankinter	Intégrer
Raiffeisen Bank International	Ne pas intégrer
AIB Group	Ne pas intégrer
Banco Sabadell	Ne pas intégrer
Unione di Banche Italiane	Ne pas intégrer

Nous avons étudié : AIB, Banco Sabadell, Bankinter, Raiffeisen Bank, UBI Banca, Mediobanca, Erste, Banco BPM.

Parmi ces huit banques, deux ont une note Vigeo supérieure ou égale à 50 (maximum 53 pour Erste), les six autres ont une note comprise entre 45 et 49. Il s'agit donc d'un secteur assez bien noté. Globalement les meilleurs scores concernent les droits de l'homme (7 sont supérieurs à 50, dont Bankinter à 60), les moins bons concernent l'engagement local (5 sont inférieurs à 50 dont Mediobanca à 30).

Nous avons intégré :

**Bankinter** : ESG bien intégrée. Plan finance durable à étapes. Bonne pente d'amélioration. Attention aux controverses dirigeants au sujet d'évitements fiscaux.

**Mediobanca** : RSE bien formalisée (RH, cybersécurité, indépendance du CA). Emission Greenbond. Peu de controverses.

**Erste** : RSE bien intégrée (Politique climat, transparence fiscale) et intégration des risques climatiques dans ses évaluations.

**Banco BPM** : RSE bien intégrée, malgré controverses à surveiller concernant la vente abusive de produits (diamants), la gestion des relations clients durant la crise du Covid et la capacité de résilience de la banque.

Nous n'avons pas intégré :

**AIB** : Trop de controverses concernant sa capacité de résilience en cas de crise (faible capitaux propres) et la rémunération des dirigeants

**Sabadell** : Trop de controverses concernant la sécurité des informations clients et la manipulation des taux de change

**Raiffeisen Bank International** : Trop de controverses concernant sa transparence fiscale (apparition dans les Panama Papers)

**Unione di Banche Italiane** : Trop de controverses concernant le conseil de surveillance, le blanchiment d'argent, la vente abusive de produits (diamants) et l'impact social très négatifs de certains projets financés.